

Malaisie

Quatrième session du GTEPU, 2-13 février 2009

Informations soumises au GTEPU

Le **Rapport national** [A/HRC/WG.6/4/MYS/1] rend compte des mesures pour assurer l'accès des PA à une éducation et à des services de santé de qualité, et de la prise en considération de la réduction de la pauvreté chez les PA (§ 36, 46, 52). Les PA de Malaisie, y compris les *Orang Asli* (en Malaisie péninsulaire) et les natifs des États de Sabah et Sarawak, jouissent des mêmes droits que d'autres groupes ethniques (§ 96). La Malaisie s'efforce d'assimiler les PA dans la société dominante et d'améliorer leur statut socio-économique, tout en préservant leur patrimoine culturel (§ 97). Les droits des PA sont protégés par la Constitution et la loi ; leur bien-être est protégé et leur développement est géré par le Département des affaires *orang asli*, alors que les autorités traditionnelles des communautés autochtones sont compétentes pour les questions coutumières (§ 98). Le Gouvernement désigne des leaders des minorités au Sénat (§ 106). Les mesures gouvernementales concernant les PA *penan*, traditionnellement nomades, comprennent des efforts pour leur sédentarisation ; des politiques et des plans de développement, y compris des programmes d'expansion dans l'enseignement, la santé et l'agriculture qui ont amélioré leur mode de vie, leur état de santé général et les opportunités d'éducation ; l'attribution de terres tant pour les plantations commerciales que pour les activités de chasse et de cueillette (§ 99-104). Un comité inter-institutions examine des allégations de harcèlement sexuel et de viols de femmes *penan* par des ouvriers d'entreprises d'exploitation forestière, et définira des programmes d'intervention et mènera une campagne de sensibilisation pour les femmes *penan* (§ 105).

Dans la **Compilation des documents onusiens** [A/HRC/WG.6/4/MYS/2]:

- le CRC recommande (§ 15, 40, 49) de poursuivre la lutte contre les disparités discriminatoires à l'égard des enfants autochtones, y compris dans le domaine de l'éducation, et la pauvreté qui affecte la plupart des PA, [CRC/C/MYS/CO/1, § 32, 71, 72, 75].
- Le RSPA et le RSSG sur les défenseurs des droits de l'homme rappellent (§ 33) la **mort d'un leader autochtone impliqué dans des campagnes contre l'exploitation forestière** et pour la défense des droits des PA [A/HRC/9/9/Add.1, § 270-272].

Dans le **Résumé des renseignements des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/4/MYS/3], JOAS indique que les PA sont parmi les plus pauvres et les plus marginalisés ; SUHAKAM exhorte au respect des droits fonciers coutumiers des PA ; BCM dénonce le manque de compensation adéquate pour les concessions gouvernementales pour les activités extractives de tierces parties sur les terres des PA, et les difficultés du Gouvernement à appliquer le droit des PA à une éducation et à des services de santé adéquats ; COMANGO a observé une « politique d'islamisation » visant les PA (§ 48).

Parmi les **questions présentées à l'avance** à la Malaisie, le Danemark s'enquiert des garanties relatives aux droits des PA aux terres coutumières, et à une éducation et à des services de santé adéquats.

Document final

Dans le **rapport du GTEPU** [A/HRC/11/30], la Malaisie souligne la réduction de la pauvreté chez les PA (§ 7). La Chine salue ceci et souligne les lois sur les droits des PA (§ 26 ; aussi Singapour, § 32 ; Bangladesh, § 66). Le Sri Lanka souligne les politiques globales pour le développement des PA (§ 69). Le Qatar s'enquiert des mesures pour protéger les droits des PA (§ 73). Le Mexique recommande de ratifier la Convention 169 de l'OIT, ce que la Malaisie refuse, et de présenter une invitation permanente à toutes les procédures spéciales, ce que la Malaisie accepte (§ 89). La Malaisie répond que la terre des PA et les droits de compensation sont protégés de manière adéquate par les lois en vigueur (§ 49) ; rappelle la protection juridique et constitutionnelle du statut des PA, et leur représentation politique (§ 96) ; souligne l'accessibilité générale aux services de santé de base (§ 97) ; et informe des mesures pour améliorer l'éducation des enfants autochtones, y compris l'introduction d'un programme scolaire et d'une pédagogie culturellement appropriés dans les écoles primaires orang asli et penan (§ 100).

Parmi les **recommandations** du rapport que la Malaisie soutient (§ 104), le Sri Lanka recommande de poursuivre la lutte contre les disparités à l'égard des enfants autochtones (22). La Chine recommande d'approfondir les garanties en matière d'accès des PA à l'éducation, aux soins de santé et à l'assistance juridique (51). Le Myanmar recommande de poursuivre la promotion des groupes autochtones (58). Parmi les recommandations que la Malaisie s'est engagée à examiner (§ 106), l'Afrique du Sud recommande de garantir

une protection totale des droits des enfants autochtones (6). L'Ukraine recommande de garantir l'accès universel des PA aux services de santé (17). Dans sa **réponse** [A/HRC/11/30/Add.1], la Malaisie informe de l'établissement d'un Comité technique pour coordonner la mise en œuvre des recommandations du CRC. Les structures de soins de santé de base publiques de la Malaisie sont accessibles à tous, et les communautés éloignées disposent de services spécifiques.

Dans le **Rapport de la 11^e session du CoDH** [A/HRC/11/37, § 687-721], FORUMASIA exhorte la Malaisie à mettre en œuvre toutes les recommandations du RS sur l'éducation concernant les communautés autochtones ; et d'accepter la demande de visite du RSPA (§ 715).

Liste des abréviations	
ACFN: Athabasca Chipewyan First Nation	FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand
ACHR: Asian Centre for Human Rights	FNS: First Nations Summit, British Columbia
ACPD: Action Canada pour la Population et le Développement	FORUMASIA: Asian Forum for Human Rights and Development
ADHOC: Cambodian Human Rights and Development Association	GCC: Grand Conseil des Cris
AHFD: Al-Hakim Foundation	ICERD: Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale
AHR: Advocates for Human Rights	ICTJ: International Centre for Transitional Justice
AI: Amnesty International	IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre
AIANZ: Amnesty International Aotearoa New Zealand	II: Interfaith International
AICT: Association internationale contre la torture	IITC: International Indian Treaty Council
AIPP: Asian Indigenous Peoples Pact	INET: Indigenous Network on Economics and Trade
AIRT: Aotearoa Indigenous Rights Trust	IOIRD: Organisation internationale de développement des ressources autochtones
AITPN: Asian Indigenous and Tribal Peoples Network	IPLPP-UA: Indigenous Peoples Law and Policy Program of the University of Arizona
APN: Assemblée des Premières Nations	IRPP: Institute on Religion and Public Policy
APNQL: Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	IWA: Indigenous World Association
ATLP: Association Tourner la page	IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs
BABSEA: Bridges Across Borders South-East Asia	JOAS: Jaringan Orang Asal SeMalaysia
BARCADH: Centro Regional de Derechos Humanos «Bartolomé Carrasco Briseño»	KKF: Khmer Kampuchea-Krom Federation
BCM: Bar Council of Malaysia	KKKHRA: Khmer Kampuchea Krom Human Rights Association
CAPAJ: Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos	LBT: Louis Bull Tribe, Canada
CAPDTC: China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture	LCAC: Land Claims Agreements Coalition, Canada
CAT: Comité de l'ONU contre la torture	LCDP: Loi canadienne sur les droits de la personne
CCDE: Coalition canadienne pour les droits de l'enfant	LDL: Ligue des droits et libertés
CCDP: Commission canadienne des droits de la personne	LICADHO: Cambodian League for the Promotion and Defence of Human Rights
CDHUDP: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Diego Portales, Chile	LIMEDDH: Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos
CDPEO: Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad, Oaxaca	LLIN: Lubicon Lake Indian Nation
CED: Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun	MDH: Maison des droits de l'homme, RDC
CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	MHFNZ: Mental Health Foundation New Zealand
CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale	MLA: Maya Leaders' Alliance, Belize
CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et culturels	MNICR: Mesa Nacional Indígena de Costa Rica
CHS: Corporación Humanas – Santiago, Chile	MoCN: Montana Cree Nation
CISA: Consejo Indio de Sudamérica	NCHR: Norwegian Centre for Human Rights
CLN: Comité de Liberación 25 de Noviembre	NNHRCO-TDT: National Network of Human Rights Civil Organizations «Todos los Derechos para Todas y Todos», México
CMW: Comité de l'ONU des travailleurs migrants	NOC: Norwegian Ombudsman for Children
CNDH: Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México	NWAC: Native Women's Association of Canada
CNDHL: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, Cameroun	NZEI: NZEI Te Riu Roa, New Zealand
COHRE: The Centre on Housing Rights and Evictions	NZHRC: New Zealand Human Rights Commission
COMANGO: Coalition of Malaysian NGOs in the UPR process	OCDH: Observatoire congolais des droits de l'homme
CPJ: Citizens for Public Justice, Canada	OCRDESCA: Organizaciones Civiles y Redes sobre la situación de los Derechos Económicos, Sociales, Culturales y Ambientales en México
CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant	OCT: Observatorio Ciudadano – Temuco
CS: Cultural Survival	ODVV: Organization for Defending the Victims of Violence
CSI: Confédération syndicale internationale	OHRJC: Oromia Human Rights and Justice Council
CSW: Christian Solidarity Worldwide	OSCEPU: Organisations de la société civile pour l'EPU, Mexique
CTSFN: Confederacy of Treaty Six First Nations	RADDH: Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme
DHRCR: Defensoría de los Habitantes de la República de Costa Rica	RAIPON: Russian Association of Indigenous Peoples of the North
ECLJ: European Centre for Law and Justice	REDH-JV: Red de Encuentro Dominicano Haitiano Jacques Viau
ECN: Ermineskin Cree Nation	RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones
ECRI: European Commission against Racism and Intolerance	RSSG: Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU
EDUCA: Servicios para una educación alternativa, México	SCN: Samson Cree Nation
EHRCO: Ethiopian Human Rights Council	SPM: Société pour les peuples menacés
EIP: Association mondiale pour l'école instrument de paix	SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia
FAFIA: Feminist Alliance for International Action	TUPRF: Tibetan UPR Forum

FI: Franciscans International FIACAT: Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme	
--	--

Publié le 7 décembre 2010 19

UPDATE 92-93 doCip Juillet / Novembre 2010